NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Hôpital Pitié-Salpêtrière

Mardi 18 octobre 2021

Les crimes d'un système d'exploitation : oui, la police tue !

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré vouloir déposer plainte contre Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle. Son prétendu « crime » ? Avoir répondu à un journaliste que « oui, la police tue », citant nommément des victimes récentes de violences policières. Deux jours plus tard, c'est Macron lui-même qui, au nom de l'État français mais avec 60 ans de retard et en occultant les noms des principaux responsables, a reconnu le massacre par la police française d'Algériens, le 17 octobre 1961. Une des plus sanglantes tueries d'ouvriers, par cette police dont certains pensent qu'elle nous protégerait.

Cachez ces noms !

Ce 17 octobre 1961, des milliers d'ouvriers algériens et leurs familles, hommes, femmes et enfants, venant des cités pauvres de banlieue, hôtels ou bidonville de Nanterre où ils vivaient, manifestaient à Paris pour l'indépendance de leur pays et la fin de la guerre coloniale. La répression fut féroce : 12 000 Algériens raflés, des centaines de blessés et entre 200 et 300 morts, peut-être plus, car on n'a pas compté les cadavres jetés à la Seine.

En reconnaissant les faits (enfin !), Macron n'en a pourtant fait porter le chapeau qu'au seul préfet de police de l'époque, Maurice Papon, dédouanant ses supérieurs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et, au-dessus d'eux, le président de la République, Charles de Gaulle. Papon ne débutait pas dans le crime d'État : préfet de la Gironde sous Pétain, il y avait organisé la déportation des Juifs. Ce qui n'a pas nui à son déroulement de carrière : préfet de police de Paris sous la présidence de De Gaulle, puis ministre. C'est ça, la permanence de l'État et de sa police, en défense d'un ordre social au service des riches.

Des traces qui ne s'effacent pas

De cette période coloniale nous vient un racisme présent dans la police française, qui continue à arrêter au faciès des jeunes de banlieue, lacère les tentes des migrants et les traque dans tout le pays. Mais les ordres continuent à venir d'en haut : d'un gouvernement qui fait la chasse aux migrants, leur ferme les frontières… mais en laissant passer celles et ceux dont le patronat français a besoin, pour ses profits. Trois migrants algériens ont perdu la vie la semaine dernière, fauchés par un train alors qu'ils fuyaient les contrôles de police.

Autre héritage de cette période : l'extrême droite. De vieille tradition, certes, dans les milieux dorés français. Mais à laquelle Macron emboîte le pas quand il durcit l'accès aux visas pour les Maghrébins.

Car à la police est attribué un rôle dans la société d'exploitation, comme l'a expliqué Philippe Poutou : maintenir l'exploitation coloniale hier, l'ordre social au profit des riches toujours. D'où la répression de grèves et de manifestations ouvrières, ou de Gilets jaunes.

Un candidat révolutionnaire pour défendre le monde du travail

C'est pour dénoncer cette réalité que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier au chômage, licencié de chez Ford, se présente à l'élection présidentielle de 2022 : contre la violence des salaires qui n'augmentent pas, contre l'insécurité liée au chômage et aux licenciements, contre le manque de moyens dans les écoles et les hôpitaux, alors que les patrons engrangent des profits record. Un programme de revendications et de luttes du monde du travail, de contrôle aussi des ouvriers sur la production en fonction des besoins, pour qu'enfin les vies et la nature passent avant la course aux profits.

Un programme internationaliste également, tous unis, français et immigrés, unis, prolétaires d'une même planète. Nos intérêts sont liés, entre exploités par les mêmes multinationales, opprimés par des puissances impérialistes qui voudraient conserver leur domination sur le monde.

MEETING AVEC PHILIPPE POUTOU

JEUDI 21 OCTOBRE / 20H

À LA BELLEVILLOISE 19-21 RUE BOYER 75020 PARIS

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG ~ POUTOU2022.ORG



Le Tetris continue à la Pitié

Le dernier projet en date de la direction : dégager la médecine du travail dans des préfabriqués pour mettre à sa place une partie de la stomato. Ça en dit long sur la considération de la direction pour la santé des travailleurs de l'hôpital. Dur à digérer.

Le travail, c'est pas la santé !

La durée annuelle effective du temps de travail dans la fonction publique hospitalière a augmenté de 64 heures en 2020. Des trois fonctions publiques, ce sont les hospitaliers qui ont pris le moins de jours de congés en 2020 : moins 5 jours par rapport à 2019 ! Pas étonnant après cela que le nombre de jours d'arrêts maladie ait lui aussi augmenté. Trop de travail : de quoi rendre malade !

Loi Rist : on va nier le sous-effectif encore longtemps ?

Le 27 octobre, la loi « Rist » va rentrer en vigueur et risque de mettre en grande difficulté beaucoup de services hospitaliers. Elle prévoit la limitation de la rémunération des médecins intérimaires, la dimunant d'environ 40 %. Si à la Pitié et dans les hôpitaux parisiens en général, on fonctionne moins avec ces médecins intérimaires, certains hôpitaux plus isolés font appel à eux pour quasiment tous les services. Ce système d'intérim médical est aberrant mais il pallie de fait le manque criant de médecins, conséquence des politiques de santé de ces 20 dernières années. Limiter l'intérim risque d'aggraver le manque de médecins qui conduit déjà à la fermeture de services d'urgence et de lignes de SMUR. Ce sous-effectif, comme celui de tous les autres agents de l'hôpital, est criminel. Des embauches !

Macron marque des buts contre les soignants

Jeudi dernier, Emmanuel Macron a participé à un match de foot contre les soignants du Centre hospitalier de Poissy – Saint Germain en Laye. Opération caritative pour verser de l'argent à la Fondation des hôpitaux présidée par Brigitte Macron. Au lieu de doter les hôpitaux d'un budget décent, le gouvernement préfère leur faire la charité… Victoire de l'équipe du président 6-1 contre les soignants : à l'image des attaques que mène le gouvernement contre l'hôpital depuis des années. À quand le pénalty pour notre équipe ? Macron n'est pas encore candidat déclaré pour 2022, qu'il court déjà au-devant des caméras… La deuxième mi-temps s'annonce aussi mauvaise que la première : il est temps pour les travailleurs d'occuper le terrain !

« Y'a pas que le périnée qui craque ! »

Gros succès de la 6ème journée de mobilisation des sages-femmes depuis le début de l'année et de leur manifestation nationale qui a rassemblé des milliers de personnes à Paris. Parmi les slogans, on pouvait entendre et lire sur les pancartes : « Faut pas pousser », « Les sages femmes se saignent – Stop à l'hémorragie ». Leurs revendications sont connues et concernent tous les travailleurs : des embauches et des augmentations de salaire.

Mensonges du gouvernement : une maladie incurable

Le Ministre de la santé l'avait proclamé haut et fort : seulement 3000 soignants avaient été suspendus à la suite de l'obligation vaccinale. Cela se voulait rassurant quand on manque partout de personnels dans les hôpitaux, communication gouvernementale oblige. Maintenant il annonce que c'est 15 000 suspensions... qui ne font qu'aggraver la situation désastreuse dans la santé.

Arrestations au CHU de Martinique :
Forces de répression, hors des hôpitaux !

Jeudi 14 octobre au matin, le préfet et la direction du CHU de Martinique ont fait intervenir des dizaines de gendarmes aux portes de l'hôpital. Repoussée un temps aux Antilles, l'obligation de présenter le passe sanitaire pour entrer à l'hôpital (hors urgence) était entrée en vigueur trois jours plus tôt et, pour la première fois, patients et soignants sans passe étaient refusés à l'entrée. Ayant pris l'habitude de rentrer ensemble en cortège, vaccinés et non-vaccinés, avec ou sans passe, les salariés ont tenu un rassemblement toute la journée. Le lendemain, deux soignants ont été arrêtés, plaqués au sol et menottés, dans l'enceinte même de l'hôpital. Et comment comptent-ils faire pour faire tourner l'hôpital une fois la moitié du personnel suspendu ? Mettre les CRS au boulot ?

Alors que les populations de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane paient au prix fort la gestion catastrophique de la crise sanitaire et l'abandon des systèmes de santé, la seule obsession de l'État français est de passer en force, en réprimant les hospitaliers s'il le faut. La défiance vis-à-vis du vaccin, qui y est largement répandue, ne sera pas combattue à coups de matraque. Et la répression ne fera pas oublier qu'à travers sa gestion criminelle de l'hôpital public et l'absence d'une réelle politique de vaccination, c'est le gouvernement qui porte une lourde responsabilité dans les morts du Covid.

